

Centres des impôts. Les syndicats dénoncent les suppressions de postes



Ils ont entrepris un tour du Morbihan pour alerter les usagers sur les conséquences des suppressions de postes dans les services publics en général et dans les centres des finances publiques en particulier. Après Lorient, Vannes et Auray, et avant Ploërmel, les représentants de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-Solidaires ont fait étape ce lundi après-midi devant le centre des finances de Pontivy.

« Le directeur départemental refuse de communiquer sur le plan de réorganisation des services dans le Morbihan qui prévoit la fermeture de toutes les trésoreries telles qu'elles existent. Elles seraient remplacées par des points de contact, notamment dans des maisons de service au public, et des « fiscobus » qui circuleraient dans les campagnes à certaines périodes de l'année. Il s'agirait à chaque fois de permanence périodique. Et le mutisme du directeur semble confirmer ce plan », s'inquiètent les représentants syndicaux.

Appel à manifester jeudi

Ils s'interrogent aussi sur l'avenir du centre des finances de Pontivy qui emploie actuellement 50 personnes. « Une fois encore, nous nous heurtons au silence de la direction », déplorent les syndicats. Ils dénoncent la disparition des services publics dans de nombreuses zones géographiques. « C'est en contradiction avec les souhaits d'un meilleur service public de proximité exprimés lors du grand débat », affirment-ils. Les syndicats des finances publiques craignent aussi de payer un lourd tribut à la politique de suppressions de fonctionnaires. « Depuis dix ans dans le Morbihan, 25 postes sont supprimés chaque année. Dans notre secteur, cette tendance va s'accroître avec 50 à 100 postes en moins chaque année. Cela se traduira par encore moins de services pour les usagers et un dangereux accroissement de la charge de travail des agents », souligne l'intersyndicale qui appelle ses adhérents et sympathisants à manifester jeudi lors de la journée nationale dans la fonction publique.